

**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Core 0A1 / Noyau 0A1  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

**Revision to a Request for Supply  
Arrangement - Révision à une demande  
pour un arrangement en matière  
d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless  
otherwise indicated, all other terms and conditions of  
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf  
indication contraire, les modalités de l'invitation  
demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Electronic Information Technology Professional Srv  
Div/Div des srv professionnels en technologie de  
l'information électronique  
11 Laurier St. / 11 rue Laurier  
Portage III 0A1 - 1  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> TBIPS	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN578-055605/E	<b>Date</b> 2013-02-15
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EN578-055605	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 006
<b>File No. - N° de dossier</b> 003ei.EN578-055605	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EI-003-25338	
<b>Date of Original Request for Supply Arrangement</b> 2013-01-18 <b>Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-03-04</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Benoit(003ei), Real	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 003ei
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 934-4667 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-7827
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

**Modification n° 6 à la demande de soumissions****La présente modification à la demande de soumissions comprend ce qui suit:****A. Modification****B. Questions et réponses****A: Modification # 6**

**Sous la modification n° 005 de la demande de soumissions supprimer la:**

**Q.36:**

**Information pour la composante de collecte de données relatives à demande de soumissions  
noEN578-055605/E**

**Pourriez-vous clarifier ce qui suit à propos de la demande de propositions de mise à jour  
des SPIC?**

**1. Nous sommes une filiale canadienne, mais nous avons un partenariat transparent  
avec notre société mère pour offrir des services ici au Canada. Par conséquent,  
pouvons-nous tenir pour acquis qu'il est également acceptable pour nous d'utiliser des  
références dans le cadre de projets réalisés au niveau international par notre société mère  
ou d'autres filiales ou sociétés sœurs européennes?**

**A 36:**

**1) Oui**

**Insérer la:**

**Q.36:**

**Information pour la composante de collecte de données relatives à demande de soumissions  
noEN578-055605/E**

**Pourriez-vous clarifier ce qui suit à propos de la demande de propositions de mise à jour  
des SPIC?**

**1. Nous sommes une filiale canadienne, mais nous avons un partenariat transparent  
avec notre société mère pour offrir des services ici au Canada. Par conséquent,  
pouvons-nous tenir pour acquis qu'il est également acceptable pour nous d'utiliser des  
références dans le cadre de projets réalisés au niveau international par notre société mère  
ou d'autres filiales ou sociétés sœurs européennes?**

**A 36:**

**1) Non**

---

## B. Questions et réponses

### Q. 54

**Bonjour et merci de clarifier les points suivants :**

**De quelles information avez-vous besoin au juste pour ce qui est des références clients ?**

**Quelles informations avez besoin de confirmer auprès de nos clients ?**

### R.54

1) Voir la demande de soumissions #5, R.34.

2) Veuillez voir la pièce jointe B et/ou C de la demande de soumission, O.5, article 7.

### Q.55

**Pour la catégorie service d'application vous demandez 4 références pour le palier 1 et 9 pour le palier 2.**

**Voulez-vous dire qu'il vous fait 4 références pour l'ensemble de la catégorie pour le palier 2 et 9 pour l'ensemble de la catégorie 2 ?**

**Ou bien**

**Voulez-vous dire que vous voulez 4 références par profil pour le palier 2 et 9 références par profil pour le palier 2 ?**

### R.55

En ce qui concerne O.5, veuillez noter que sous le volet 1 'services d'applications' vous devez soumettre 6 références positives sur 17 pour obtenir un offre à commande et un arrangement en matière d'approvisionnement sous le palier 1. Afin de vous qualifier pour le palier 2 vous devez nous fournir 9 références positives sur 17.

### Q. 56

**Nous avons besoin d'obtenir des précisions quant à la réponse à donner en tant que fournisseur déjà qualifié pour le volet 3 de l'Arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection (AMAC).**

**En tant que détenteur de l'AMAC qualifié pour le volet 3, nous aimerions avoir des précisions concernant les éléments suivants. À titre de référence, vous trouverez ci-joint un instantané d'écran du fichier qui nous a été envoyé, décrivant notre statut actuel au sein de ce volet.**

**1. Conformément aux instructions et en fonction de ce qui est indiqué dans le tableau ci-dessous – notre entreprise étant un fournisseur actif dans le cadre du volet 3 de l'AMAC actuel, serait-il approprié de :**

a) choisir n'importe lesquelles des six catégories ci-dessous (techniquement, dans notre cas, cinq puisque l'octroi de six comprendrait le spécialiste de l'infrastructure à clés publiques déjà désigné) et les indiquer comme étant « actuellement justifiées » pour un total de six?

b) choisir ou indiquer également trois autres catégories comme étant « actuellement non justifiées »?

2. Par ailleurs, conformément à la disposition du volet et à l'inclusion de 17 catégories, si nous voulons nous qualifier pour la totalité du volet et que nous avons bien compris la première question, nous devrions alors, pour nous qualifier pour l'ensemble des 17 catégories, outre les 9 qui nous ont déjà été octroyées en tant que détenteur actuel (6 « actuellement justifiées » et 3 « actuellement non justifiées »), faire ce qui suit :

a) présenter des références pour 6 des 8 autres catégories disponibles après le processus d'octroi décrit à la question n° 1 et les indiquer comme étant « récemment justifiées » dans le Système des services professionnels centralisés (SSPC);

b) choisir et classer 2 catégories supplémentaires parmi les 8 catégories disponibles après le processus d'octroi décrit à la question n° 1, et indiquer « Récemment non justifiées » dans le SSPC en tant que nouvelles catégories dans lesquelles nous cherchons à nous qualifier sans validation, au cas où nos 6 catégories « récemment justifiées », à l'égard desquelles nous présentons des références, seraient jugées conformes lors de l'évaluation.

**R. 56 :**

1. a) et b) c'est exact
2. a) et b) c'est exact

**Q. 57**

Nous voulons poser la question suivante concernant la restructuration des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) tant pour les offres à commandes que pour les arrangements en matière d'approvisionnement :

Cette question se rapporte à une coentreprise de SPICT entre les deux titulaires actuels. Si l'entreprise A est qualifiée pour les niveaux 1 et 2 des SPICT (sous chaque volet ou catégorie) et qu'elle souhaite créer une coentreprise avec l'entreprise B qui est également qualifiée pour les niveaux 1 et 2 (sous chaque volet ou catégorie), la nouvelle coentreprise est-elle qualifiée automatiquement pour ces volets ou catégories sans avoir à fournir de nouvelles références de projets ou de clients? Autrement dit, les efforts respectifs (références de projets et de clients) déployés par les deux entreprises initialement en tant

**que répondantes distinctes peuvent-ils leur donner des droits acquis pour pouvoir créer la coentreprise? Si oui, pourriez-vous nous préciser quels documents doivent être présentés pour la nouvelle coentreprise (mêmes précisions ou conseils fournis pour les autres scénarios sous le tableau de présentation des soumissions, à la page 15 de 108 du document de demande de propositions)?**

**R. 57:**

Non

**Q. 58**

**Nous avons quelques questions à propos de la restructuration des SPICT et nous espérons que vous pourrez nous aider.**

**1)**

**a) Nous sommes actuellement qualifiés pour tous les volets et toutes les catégories de l'AMAC, de même que pour tous les niveaux et toutes les catégories des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement des SPICT. Cependant, compte tenu de la restructuration des SPICT, nous ne pourrions transférer de l'AMAC que les qualifications obtenues automatiquement pour six catégories (plus trois autres catégories non validées). Est-ce que cela signifie que le gouvernement s'attend à ce que les fournisseurs obtiennent de nouveau la validation pour au plus six des rôles qui ont déjà été validés dans le cadre de l'AMAC en raison de cette restructuration des SPICT?**

**b) En considérant les efforts importants exigés des fournisseurs pour se qualifier d'abord pour l'AMAC, pourriez-vous envisager de permettre que TOUS les rôles justifiés des détenteurs actuels de l'AMAC soient transférés automatiquement dans le cadre des SPICT en tant que rôles justifiés?**

**2) Nous sommes actuellement détenteurs d'offres à commandes et d'arrangements en matière d'approvisionnement visant les SPICT ainsi que l'AMAC. Si nous soumettons une attestation de droits acquis dans le cadre des SSPC, devons-nous remplir les attestations en ligne et les exigences obligatoires O1 à O6 également, ou pouvons-nous ne pas tenir compte de ces sections conformément aux instructions données à la section 1.4 , Tableau de présentation des soumissions de la demande de propositions?**

**3) Nous avons remarqué dans le formulaire de collecte de composante de données que, lorsque nous faisons une demande pour les régions pour lesquelles nous aimerions être considérés, il existe maintenant des villes au sein des régions qui sont indiquées. Nous avons quelques questions à ce sujet :**

**1. Si nous sommes actuellement qualifiés pour une offre à commandes ou un arrangement en matière d'approvisionnement dans une région précise, sommes-nous automatiquement qualifiés pour les villes de cette région? Pouvons-nous simplement sélectionner cette région dans le formulaire de collecte de composante de données, le cas échéant, ou devons-nous présenter d'autres documents afin de nous qualifier pour exécuter des travaux dans ces villes?**

**2. Devons-nous avoir un bureau dans la même province, tout comme dans chaque ville pour laquelle nous demandons à être qualifiés? Le formulaire de collecte de composante de données semble l'indiquer.**

**R. 58 :**

1 a) Oui

1 b) Non

2) Selon la stratégie que votre entreprise adoptera, les colonnes F ou G du tableau de présentation des soumissions à la section 1.4 de la Partie 3 s'appliqueront.

3-1) Veuillez vous reporter à la modification n° 5, réponse 33, 5

3-2) Non.

**Q. 59**

**Compte tenu de la restructuration, nous envisageons de former une coentreprise. Si nous devons démontrer de nouveau les capacités à l'égard desquelles les deux parties de la coentreprise bénéficient de droits acquis en tant que fournisseur distinct, nous ne pourrions le faire dans les délais, car nous sommes trop occupés ces jours-ci avec toutes les demandes de propositions qui circulent. Toutefois, il semblerait une perte de temps, d'une part, pour nous de démontrer des capacités que les deux entreprises ont déjà démontrées antérieurement et, d'autre part, pour le gouvernement d'avoir à faire valider ces capacités qu'il a déjà validées précédemment. Nous espérons de ne pas avoir à attendre la publication d'une modification, mais simplement d'essayer de trouver s'il existe des protocoles lors d'une restructuration autorisant l'application des droits acquis, lorsque des fournisseurs se réunissent pour former une nouvelle coentreprise dans le cadre des SPICT actuels.**

**R. 59 :**

Si vous répondez à une demande de propositions en tant que nouvelle coentreprise, vous devez le faire en tant que nouveau soumissionnaire.

**Q. 60**

**1. Si une coentreprise choisit de se dissoudre, les contrats émis antérieurement dans le cadre de cette coentreprise sont-ils annulés ou peuvent-ils se poursuivre?**

**2. Si les entreprises faisant partie d'une coentreprise décident de se dissoudre et de présenter une nouvelle coentreprise dans le cadre du processus de restructuration, quel avis doit être donné, le cas échéant?**

**R. 60 :**

1. Veuillez vous reporter à la modification n° 3, question 14 2a, réponse 14 2a.

2. La nouvelle coentreprise doit présenter une demande en tant que nouveau soumissionnaire. La personne-ressource de la coentreprise doit envoyer un avis au responsable des offres à commandes ou des arrangements en matière d'approvisionnement en indiquant la date d'entrée en vigueur de la dissolution.

**Q. 61**

**1 a) Nous, les intervenants de l'industrie, n'avons aucune idée de ce qui se passe. J'ai besoin de vérifier à l'interne, mais la restructuration des SPICT est terminée et ils comprennent également les services techniques, d'ingénierie et d'entretien (STIE). La situation est très confuse. Êtes-vous en train de dire que les STIE seront également intégrés aux services professionnels centrés sur les tâches et les solutions (SPTS)?**

**Par exemple, nous avons déjà des SPICT et des SPTS et nous avons créé une coentreprise avec une entreprise autochtone. L'entente de coentreprise conclue avec (nom de l'entreprise) prévoit des STIE. Nous avons mis en place d'autres mécanismes avec d'autres coentreprises. Nous devons apparemment tout regrouper dans les SPICT ou les STIE, ce qui ne permet que deux participations : 2 coentreprises, 1 coentreprise et 1 entreprise indépendante, etc.**

**1 b) Donc, chaque entreprise membre d'une coentreprise fournissant des STIE, par exemple (nom de l'entreprise) dans notre cas, ne serait autorisée qu'à soumissionner pour les SPICT à partir des catégories des STIE?**

**R. 61 :**

1 a) Veuillez vous reporter à la modification n° 004, réponse 18, 2a). Veuillez également noter que seul le volet Télécommunications des STIE est migré vers les SPICT.

1 b) Non, toute nouvelle entité (membre d'une coentreprise ou entreprise individuelle) doit présenter une soumission complète en tant que nouveau soumissionnaire.

**Q. 62**

**Nous ne détenons pas le volet 6 nouvellement créé, mais nous détenons deux des classifications qui ont été supprimées du volet 3.**

**Sur la page de collecte des données sur les volets du SPSS, si nous sélectionnons « Récemment offerte » pour le volet 6, nous sommes incapables de sélectionner « Actuellement justifiée » pour les classifications que nous détenons actuellement. Nous ne pouvons sélectionner que « Récemment justifiée » ou « Récemment non justifiée ».**

**Pour pouvoir sélectionner « Actuellement justifiée », nous devrions indiquer que l'ensemble du volet est « actuellement offert », ce qui n'est pas le cas.**

**Comment devrions-nous procéder?**

**R. 62 :**

**Veillez vous reporter à la modification n° 5, réponse 49.**

**Q. 63**

**Nous avons deux questions très précises en ce qui concerne les dates de clôture de la demande de propositions n° EN578-055605/E.**

**1) En tant que nouveau soumissionnaire, serait-il juste de dire que, pour être considéré comme un fournisseur éventuel en juin 2013, le 4 mars 2013 est la seule date à laquelle il est possible de répondre à la demande de propositions n° EN578-055605/E?**

**2) Si notre entreprise choisit de ne pas répondre d'ici le 4 mars 2013, y a-t-il une autre date en 2013 ou en 2014 à laquelle il sera possible de répondre, en tant que nouveau soumissionnaire, à la demande de propositions n° EN578-055605/E?**

**R. 63 :**

**1) Oui, sauf si la date de clôture est reportée.**

**2) Oui, elles seront indiquées dans la prochaine version (n° EN578-055605/F) publiée en juillet.**

**Q. 64**

**En tant que nouveau soumissionnaire, si nous décidons de ne pas répondre à la demande n° EN578-055605/E (échéance le 4 mars 2013), pourrions-nous soumissionner une demande de qualification semblable en juillet 2013 (conformément à la modification n° 2)?**

**R. 64 :**



---

Cest exact

**Q. 65**

Nous avons examiné le tableau de présentation des soumissions à la page 15 de 247 pour déterminer comment la situation suivante serait interprétée à l'aide du tableau.

**Q1. L'entreprise 1 est déjà qualifiée pour le niveau 1 des SPICT et détient suffisamment de catégories validées pour se qualifier pour les volets n<sup>os</sup> 1, 3 et 4 du niveau 2 de l'arrangement en matière d'approvisionnement.**

Une nouvelle coentreprise coopérative est formée (entreprise 1 + entreprise 2) afin de présenter une offre pour le niveau 2.

L'entreprise 1 détient suffisamment de catégories justifiées pour les volets n<sup>os</sup> 1, 3 et 4 du niveau 2 de l'arrangement en matière d'approvisionnement (VCTF). L'entreprise 2 détient suffisamment de catégories justifiées pour les volets 1 et 3.

Selon les exigences, nous comprenons parfaitement que l'entreprise 2 devra fournir des renseignements pour étayer au moins une catégorie validée pour un volet.

Par conséquent, comme l'entreprise 1 détient suffisamment de catégories justifiées pour répondre aux exigences des volets n<sup>os</sup> 1, 3 et 4 du niveau 2 de l'arrangement en matière d'approvisionnement, TPSGC acceptera-t-il un simple renvoi à ces catégories déjà consignées dans les dossiers du Ministère?

**R. 65 :**

Non. .

**Q. 66**

Deux questions

**1. Il semble que les tarifs plafonds de l'arrangement en matière d'approvisionnement ont été bloqués. Aucun tarif ne doit donc être indiqué?**

**2. Pour se qualifier pour le niveau 2, doit-on avoir des ventes qui se chiffrent à 12 M\$?**

Pouvez-vous confirmer le tout?

**R. 66 :**

1) C'est exact

2) Oui.

#### **Q. 67**

##### **Question n° 1**

**L'État peut-il confirmer que nous pourrions utiliser une référence pour justifier plus d'une catégorie des volets? (Par exemple, si, dans le cadre d'un contrat, nous avons désigné un responsable de l'assurance qualité chargé d'effectuer la mise à l'essai, la coordination des essais et les analyses de l'assurance qualité, cette référence pourra-t-elle justifier le volet Demande de services A. 10 et A. 11, ainsi que le volet Services de gestion de projet P.11?)**

##### **Question n° 2**

**L'État peut-il confirmer que nous pourrions utiliser la même ressource ou le même candidat qui a travaillé avec nous dans le cadre de divers contrats pour justifier plus d'une catégorie du volet si cette personne possède des compétences variées? (Par exemple, si dans le cadre d'un contrat il y a deux ans, nous avons travaillé avec une ressource qui agissait comme administrateur de base de données I.2 et que cette ressource travaille actuellement avec nous dans le cadre d'un contrat à titre de modélisateur de données ou modélisateur en gestion de l'information I.4, pouvons-nous utiliser cette ressource ou ce candidat pour justifier les deux catégories?)**

##### **R. 67 :**

1) C'est exact

2) C'est exact

#### **Q. 68**

**Par le passé, (nom de l'entreprise) n'a pas soumissionné l'arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection, car une attestation de sécurité d'installation de niveau Très secret était requise et que nous ne détenions qu'une attestation de niveau Secret. Pouvons-nous soumissionner les catégories de cyberprotection? Nous n'avons vu aucune exigence de l'entreprise à cet égard.**

##### **R 68 :**

Oui.

#### **Q. 69**

**Concernant l'invitation à soumissionner pour des arrangements en matière d'approvisionnement et des offres à commandes portant sur la prestation de services**

**professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) à l'ensemble des ministères et sociétés d'état du gouvernement fédéral, nous avons 2 questions à propos des exigences de la Section I - Soumission technique :**

**1- Tel que stipulé à la page 17 sous la Section I – Soumission technique : « Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux besoins en services et comment ils réaliseront les travaux. La soumission technique doit être claire et couvrir de façon suffisamment approfondie les points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement répéter l'énoncé contenu dans l'invitation à soumissionner. »**

**a) Quel sont les critères d'évaluation? Est-ce qu'il s'agit des points O.1 à O.6? Sinon, à quelle lignes du « Tableau de présentation des soumissions » de la page 16 cette exigence fait-elle référence?**

**2- Même si cela n'est pas identifié dans le « Tableau de présentation des soumissions » de la page 16, est-ce qu'il est possible d'inclure la présentation de notre entreprise?**

#### **R. 69**

1) Veuillez vous référer à la modification à la sollicitation #5, modification #5.

a) Oui, O.1 à O.6 sont les critères obligatoires. Veuillez voir la pièce jointe B et/ou C de la demande de soumission.

b) Oui.

#### **Q. 70**

**Nous avons quelques questions concernant la restructuration des SPICT.**

**1. Dans l'invitation à soumissionner portant sur les SPICT, nous n'avons été informés que de l'état de conformité actuel à l'exigence O.5 pour les catégories que nous détenions dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement. L'État peut-il expliquer pourquoi nous n'avons pas été informés de l'état de conformité actuel aux SPICT pour les catégories que nous détenons dans le cadre de l'offre à commandes?**

**2. Le passage suivant figure à la page 7 de la demande de propositions : « Les fournisseurs doivent soumissionner les OC en conformité avec les modalités de chaque renouvellement de l'invitation à soumissionner, au plus tard à la date de clôture de ce renouvellement. Après cette date, ils devront attendre le renouvellement suivant. En revanche, ils peuvent soumissionner les AMA en tout temps s'ils satisfont aux modalités du dernier renouvellement de l'invitation à soumissionner publié dans le SEAOG. »**

---

**D'après notre interprétation de ce passage, notre entreprise doit respecter la date limite fixée au 4 mars 2013 si nous présentons une soumission pour une offre à commandes, mais nous pouvons présenter une soumission pour un arrangement en matière d'approvisionnement en tout temps, et ce dernier peut être attribué après la date limite. Avons-nous bien compris? Si ce n'est pas le cas, pouvez-vous donner plus de précisions?**

**R. 70 :**

1. Parce qu'ils sont les mêmes.
2. Veuillez vous reporter aux éléments II et III de la demande de propositions, article 4.2.

**Q. 71**

**Dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement, nous devons fournir des références de clients pour prouver notre expérience dans les catégories de personnel.**

**De nombreuses entreprises qui ne recourent pas encore aux SPICT auront fourni des services aux clients du gouvernement par l'intermédiaire d'un autre fournisseur. Même si leur client est le ministère et que toutes les communications se font avec celui-ci, elles concluent leur contrat avec ce fournisseur tiers. En raison de cette relation, l'utilisateur du gouvernement est parfois le mieux placé pour vérifier la nature des travaux effectués.**

**Par le passé, nous avons été en mesure de fournir deux personnes-ressources, soit une pour le client final et une pour l'entrepreneur tiers. Dans le nouveau formulaire de collecte de composante de données en ligne, cela ne semble pas être le cas. Par conséquent, serait-il acceptable que les soumissionnaires indiquent la personne-ressource la plus appropriée même s'ils ont conclu un contrat avec un tiers?**

**R. 71 :**

Oui.

**Q. 72**

**Nous aimerions savoir si nous pouvons avoir plus d'une référence de la même entreprise.**

**R. 72 :**

Oui.

**Q. 73**

**Nous sommes membres d'une coentreprise qui détient un AMAC. Chaque membre est « conjointement et individuellement responsable » de chaque contrat attribué à la coentreprise.**

**1. Veuillez confirmer que nous comprenons et que nous pourrions utiliser ces contrats comme des références pour nous qualifier pour le volet 6 des SPICT.**

**2. Nous reportons une catégorie validée du volet 3 (C.16) des SPICT. Veuillez confirmer que nous comprenons et qu'on nous accordera cinq autres catégories de notre choix sans validation.**

**R. 73 :**

1. Nous confirmons votre compréhension.
2. Si la personne morale qui détient l'AMAC (coentreprise) est la même que celle qui détient l'offre à commandes ou l'arrangement en matière d'approvisionnement des SPICT, la réponse est oui.

**Q. 74**

**Voici une autre question concernant la présente demande de soumissions... Cette dernière porte sur les modalités.**

**La présente question se rapporte à la section 7.8 (i), « [S'applique selon les exigences de la demande de propositions] Protection de prix – Client le plus favorisé », de la Partie 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.**

**Un processus de qualification concurrentiel comme la présente demande de propositions, qui exige que les répondants évaluent leurs prix pour obtenir un avantage concurrentiel, contredit la nécessité de l'inclusion d'une disposition relative au client le plus favorisé.**

**Dans ce cas, comme les répondants déterminent leur réponse, les forces du marché dicteront les prix. L'État aura la possibilité d'évaluer ces réponses et de retenir des répondants en conséquence. En outre, aucun engagement réel établi dans le cadre du présent processus de qualification ne permet à l'État de contrôler les prix de la réponse à l'engagement futur applicable des répondants qualifiés. Pour ces raisons, les approvisionnements de l'État ne comportent plus d'exigences relatives au client le plus favorisé.**

**Étant donné (i) que l'inclusion d'une clause relative au client le plus favorisé est plus appropriée pour les demandes de soumissions non concurrentielles, dans le cadre desquelles les pressions du marché n'influent pas nécessairement sur les prix, et (ii) que cette exigence ne semble pas avoir été incluse dans la demande de soumissions précédente**

**visant les SPICT, l'État acceptera-t-il de supprimer la clause et de maintenir un prix concurrentiel dicté par le marché dans la présente demande de soumissions?**

**R. 74 :**

La clause demeure la même. Veuillez vous reporter à la composante II, 6B 2.3, article (i).

**Q. 75**

**1. Je dois préciser que je dispose de toutes les questions et réponses. À ma connaissance :**

- a. la modification n° 2 contient la question n° 1 portant sur l'Annexe A. Il s'agit de la seule question de ce document de 96 pages;**
- b. la modification n° 3 contient le changement n° 1, puis les questions et réponses commencent à la question n° 5 et se terminent à la question n° 17;**
- c. la modification n° 4 contient les changements n°s 2, 3 et 4, puis les questions et réponses commencent à la question n°v18;**
- d. Pouvez-vous m'indiquer où se trouvent les questions n°s 2, 3 et 4? Merci.**

**2. Nous nous trouvons dans la colonne C du tableau de présentation des soumissions et nous ne cherchons pas à obtenir de nouvelles catégories. Pouvez-vous confirmer que nous comprenons et que :**

**a. nous devons présenter des copies papier des documents suivants :**

- i. la Pièce jointe E,**
- ii. l'énoncé du soumissionnaire,**
- iii. tout autre document?**

**b. nous devons présenter les documents suivants par l'intermédiaire du formulaire de collecte de composante de données :**

- i. la Pièce jointe A – tout nouveau renseignement sur l'entreprise,**
- ii. la Pièce jointe D – taux de l'offre à commandes,**
- iii. la Pièce jointe G – formulaire de collecte de composante de données;**

**b. nous ne devons rien faire avec les pièces jointes B, C, F et H.**

**R. 75 :**

- 1.**
  - a. C'est inexact. La modification à la demande de soumissions n° 1 contient la question n° 1.**
  - b. C'est exact.**
  - c. C'est exact.**
  - d. Les questions n°s 2, 3 et 4 se trouvent dans la modification à la demande de soumissions n° 2.**
- 2.**
  - a. i. Oui (Attestation de droits acquis et énoncé du soumissionnaire).**
  - ii. Oui.**

- iii. Veuillez vous reporter à la modification à la demande de soumissions n° 4, réponse 21, 1b.
  - b.
    - i. Oui.
    - ii. La Pièce jointe D est la description de l'évaluation financière pour l'offre à commandes. Les taux de l'offre à commandes doivent être présentés par l'intermédiaire du formulaire de collecte de composante de données.
    - iii. Oui.
- c. Les soumissionnaires doivent suivre les instructions fournies dans ces pièces jointes.

**Q. 76**

**Comme l'indique le message vocal que je vous ai laissé il y a quelques instants, je voulais faire le suivi avec vous en ce qui concerne le parrainage en matière de sécurité. Comme (« nom de l'entreprise ») n'a jamais fait affaire avec le gouvernement du Canada, nous ne possédons aucune attestation. Si je comprends bien, le parrainage en matière de sécurité pour commencer le processus est le mot d'ordre; étant donné qu'il s'agit d'une restructuration de la soumission visant les SPIC, vous devez assurer le parrainage.**

**Comme l'Attestation de sécurité d'installation de niveau Fiabilité approfondie est l'exigence minimale à respecter pour obtenir le contrat, je veux être certain que nous suivons le bon processus pour faire en sorte que nous n'oublions pas une étape et que nous soyons ainsi non conformes. Bien que je préfère avoir une conversation, je comprends la nature délicate d'un processus de demande de soumissions lorsqu'il est lancé. Voici donc une liste de questions, et si elles doivent être publiées pour qu'une réponse soit donnée, ce n'est pas un problème.**

- a) Une entreprise peut-elle présenter une soumission avant d'être parrainée?
- b) Si c'est le cas, que devons-nous indiquer dans la soumission pour veiller à ce que cela soit reconnu adéquatement?
- c) Si notre soumission est jugée conforme en attendant que le processus de sécurité soit exécuté, devons-nous attendre jusqu'à ce qu'il soit terminé?
- d) Devons-nous remplir et présenter des documents avant d'être parrainés?
- e) Si nous sommes parrainés, comment saurons-nous que le processus a commencé?

**Je m'excuse de la pluie de questions, mais notre nouvel avenir, soit innover au chapitre de l'augmentation du personnel, dépend entièrement de la conformité et de l'acceptation de notre soumission; je suis certain que vous comprenez notre sentiment d'urgence. Tout conseil serait grandement apprécié.**

**R. 76 :**

- a) Oui. Reportez-vous à la réponse n° 22 de la modification à la demande de soumissions n° 4.
- b) Les demandes de parrainage en matière de sécurité sont faites par l'intermédiaire du formulaire de collecte de composante de données.

- 
- c) Veuillez vous reporter à la composante I, partie 4, articles 3.1, 3.2 et 3.3.
  - d) Reportez-vous au point b) ci-dessus.
  - e) La Division des méthodes d'approvisionnement en informatique communiquera avec le soumissionnaire.

**Q. 77**

**Nous sommes détenteurs d'une offre à commandes des SPICT.**

- a) **Si nous voulons conserver les mêmes catégories qui ont été approuvées par TPSGC dans le cadre de l'offre à commandes la dernière fois, mais que nous voulons modifier nos taux, devons-nous de nouveau fournir le nombre minimal de références validées pour chacune des catégories?**
- b) **Sinon, devons nous seulement fournir les nouveaux taux?**

**R. 77 :**

- a) Non
- b) Oui